



POLYVIA FORMATION

Siège social : 125 rue Aristide Briand – 92300 LEVALLOIS PERRET
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

POLYVIA FORMATION

Siège social : 125 rue Aristide Briand – 92300 LEVALLOIS PERRET

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association POLYVIA FORMATION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association POLYVIA FORMATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er

janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

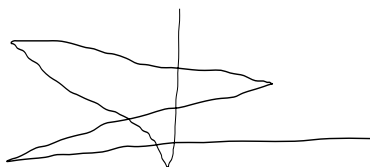
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 28 mai 2024

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale
de Lyon-Riom



François-Régis DEMONJOUR

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	606 904	588 396	18 509	13 077
	Autres immobilisations incorporelles (1)	262 215		262 215	262 215
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	200 224	7 408	192 816	192 816
	Constructions	10 174 213	3 701 483	6 472 731	1 396 247
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	12 895 704	10 392 751	2 502 953	2 331 287
	Autres immobilisations corporelles	3 437 941	2 970 296	467 645	491 635
	Immobilisations corporelles en cours	1 155 150		1 155 150	4 072 748
	Avances et acomptes	298 141		298 141	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	10		10	10
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	230		230	210
TOTAL (I)		29 030 734	17 660 333	11 370 400	8 760 246
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				3 278
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 970 847	49 726	5 921 121	5 836 003
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 811 328		1 811 328	1 632 741
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	486 069		486 069	3 308 120
	DISPONIBILITES	5 934 255		5 934 255	1 468 918
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	139 211		139 211	205 757
	TOTAL (II)	14 341 711	49 726	14 291 985	12 454 817
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		43 372 444	17 710 059	25 662 385	21 215 063
(1) dont droit au bail (2) dont à moins d'un an (3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 118 533	3 118 533
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 793 147	3 799 558
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(413 318)	(6 410)
	Total des fonds propres (situation nette)	6 498 362	6 911 680
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	8 662 186	6 009 395
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	8 662 186	6 009 395
	Total des fonds propres	15 160 548	12 921 076
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	290 343	138 514
	Provisions pour charges	661 488	690 108
	Total des provisions	951 831	828 622
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 239 196	1 259 299
	Emprunts et dettes financières divers	42 250	42 250
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		16 948
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 397 205	4 230 692
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 290 590	1 273 532
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		43 675
	Autres dettes	495 125	183 014
	Produits constatés d'avance	1 085 640	415 955
	Total des dettes	9 550 006	7 465 365
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	25 662 385	21 215 063
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(413 318,02)	(6 410,18)
	(1) Dont à moins d'un an	8 553 260	6 299 207
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	132 236	556

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	13 180 447	13 326 166
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 082 590	946 617
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	152 817	351 998
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	244 544	288 479
Total des produits d'exploitation		14 660 398	14 913 260
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	9 054 296	8 818 172
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	296 255	339 806
	Salaires et traitements	3 972 708	3 906 188
	Charges sociales	1 739 847	1 663 696
	Dotation aux amortissements et dépréciations	876 377	983 199
	Dotation aux provisions	12 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	894	924
Total des charges d'exploitation		15 952 378	15 711 985
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 291 979)	(798 726)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 291 979)	(798 726)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	75 576	2 501
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		300 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	306 101	
Total des produits financiers		381 677	302 501
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 510	6 246
	Intérêts et charges assimilées	64	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		5 574	6 246
RESULTAT FINANCIER		376 103	296 255
RESULTAT COURANT avant impôts		(915 876)	(502 470)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	161 952	279 440
	Sur opérations en capital	533 131	753 371
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	75 891	9 000
	Total des produits exceptionnels	770 973	1 041 812
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	91 777	187 975
	Sur opérations en capital		333 554
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	187 100	109 992
	Total des charges exceptionnelles	278 877	631 521
RESULTAT EXCEPTIONNEL		492 096	410 291
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(10 462)	(85 769)
TOTAL DES PRODUITS		15 813 049	16 257 573
TOTAL DES CHARGES		16 226 367	16 263 983
EXCEDENT ou DEFICIT		(413 318)	(6 410)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les Comptes Annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence ; il est, notamment, fait application du Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux Comptes Annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de **25 662 385** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **15 813 049** euros et un total **charges** de **16 226 367** euros, dégageant ainsi un résultat de **-413 318** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis linéairement sur 1 à 7 ans.

2. Autres immobilisations incorporelles

Les "Autres immobilisations incorporelles" sont relatives à une branche d'activité de formation constitutive d'un fonds civil de formation situé au Bourget-du-Lac.

Le fonds civil de formation, ayant une durée d'exploitation non limitée dans le temps, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

L'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'Association ne justifie aucune provision pour dépréciation.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- | | | |
|---|---|--------------------------|
| - Constructions | : | linéaire sur 5 à 40 ans, |
| - Agencements et aménagements des constructions | : | linéaire sur 1 à 10 ans, |
| - Installations techniques, matériel et outillage | : | linéaire sur 1 à 15 ans, |
| - Autres immobilisations | : | linéaire sur 2 à 20 ans. |

4. Immobilisations financières

Les titres de participation et autres titres immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou à la valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

La valeur actuelle est appréciée par l'analyse des derniers comptes annuels clôturés par les sociétés dont les titres sont détenus.

L'analyse évoquée ci-dessus porte sur la situation des capitaux propres, le niveau des résultats et les perspectives d'évolution des sociétés concernées.

Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure au coût d'acquisition de ces mêmes titres, une provision pour dépréciation est constatée.

5. Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité à la valeur d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire, soit le cours de clôture, est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement s'inscrivent dans le cadre de la gestion courante de la trésorerie ; ainsi, une information sur les principales acquisitions ou cessions de l'exercice ne présente pas d'intérêt.

7. Fonds propres sans droit de reprise

Le montant inscrit en "Fonds propres sans droit de reprise" est constitué :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- du montant des fonds propres de l'Association CIME au 31 décembre 2016, fonds propres inscrits dans les comptes de l'Association CONSEIL FORMATION PLASTURGIE (devenue POLYVIA FORMATION) suite à la fusion-absorption intervenue en 2017,
- des apports issus des fusions réalisées au cours de l'année 2020 entre POLYVIA FORMATION et CIRFAP, CIRFAP GRAND EST, ISPA-CIFAP et ISPA-ENTREPRISES.

8. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement perçues et destinées à financer les acquisitions d'immobilisations sont inscrites au compte de résultat au prorata des amortissements constatés sur les immobilisations concernées.

9. Provision pour risques

Les provisions pour risques ont été constituées pour faire face, d'une part, aux risques de non-encaissement de subventions inscrites à l'actif et, d'autre part, aux risques liés au personnel.

10. Provision pour charges

L'Association a comptabilisé une provision pour charges destinée à faire face au coût des départs à la retraite.

Le calcul a été effectué selon les paramètres suivants:

- tous les salariés ont été retenus
- taux d'actualisation des salaires retenu à hauteur de 3,17%
- augmentation annuelle des salaires au taux de 1%
- départ des salariés à 64 ans
- le coefficient de rotation est de 5%
- une pondération liée à la table de mortalité INSEE 2010-2012 a été pratiquée
- les charges sociales ont été retenues au taux de 60%

Par ailleurs, une provision pour charges a été constituée pour tenir compte du coût de la non-récupération d'une créance.

Autres informations

Etat exprimé en euros

1. Description de l'objet social

L'Association est l'organisme de formation de la filière de la Plasturgie et des Composites. Elle a pour objet d'organiser, de réaliser et de promouvoir dans le secteur de la Plasturgie et des Composites, soit directement, soit indirectement, toutes actions de formation, de conseil, d'insertion, de reconversion, de perfectionnement professionnel, et notamment des actions de formation dans le cadre de la législation sur l'apprentissage et la formation initiale, en alternance ou professionnelle continue.

2. Description de la nature et du périmètre des activités sociales réalisées

L'Association assure notamment les activités suivantes :

a) Dans le cadre de la formation initiale :

- gérer les sections conduisant aux formations en alternance dans le cadre de la législation sur l'apprentissage et situées dans les différents établissements et organismes, publics ou privés, avec qui elle a passé convention,
- dispenser des formations sanctionnées par un diplôme reconnu par l'Union Européenne de niveau 3 à 7,
- apporter un appui pédagogique aux entreprises souhaitant former un jeune par la voie de l'alternance.

b) Dans le cadre de la formation continue :

- développer des actions de formation continue, de perfectionnement et d'adaptation de la formation à l'emploi, organisées ou à organiser en fonction des besoins des entreprises industrielles ou commerciales, dans le cadre de la législation en matière de formation,
- initier des actions interentreprises ou interprofessionnelles d'assistance à la formation,
- développer des actions visant à l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi ; à cet effet, l'Association a vocation à passer des conventions dans le cadre de la législation en matière de formation, avec des entreprises, groupes d'entreprises, associations, établissements et organismes privés, organisations professionnelles, l'Etat, les établissements publics, les collectivités locales.

3. Description des moyens mis en oeuvre

Les moyens d'action de l'Association sont principalement :

- création et gestion de sections d'apprentissage,
- mise en œuvre de publications, informations, participations à des salons en vue de promouvoir la filière et les formations,
- réalisation de toutes opérations de communication auprès du public, des institutions publiques et privées, des entreprises,
- création et gestion de modules et parcours de formation continue pour des salariés et tous publics,
- promotion des dispositifs de formation auprès des industriels et de l'ensemble des publics.

Autres informations

Etat exprimé en euros

4. Régime fiscal

L'Association est assujettie aux impôts commerciaux sur l'ensemble de ses activités.

5. Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne font pas l'objet d'une inscription dans les comptes car il n'a pas été considéré qu'elles étaient essentielles, de part leur importance, à la compréhension de l'activité de l'Association.

Par ailleurs, il a été considéré que l'activité développée par les membres du Conseil d'Administration, au profit de l'Association, rentrait dans le cadre de leurs fonctions d'administrateurs.

Immobilisations

Etat exprimé en **euros**

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	856 909		12 210			869 119
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	856 909		12 210			869 119
CORPORELLES	Terrains	200 224					200 224
	Constructions sur sol propre	4 699 119		5 135 704			9 834 823
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	292 660		46 731			339 390
	Instal technique, matériel outillage industriels	12 196 805		698 899			12 895 704
	Instal., agencement, aménagement divers	844 646		22 682			867 328
	Matériel de transport	261 609		31 776		37 194	256 191
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 183 816		122 466			2 306 281
	Emballages récupérables et divers	8 141					8 141
	Immobilisations corporelles en cours	4 072 748		2 299 705	5 217 303		1 155 150
	Avances et acomptes			298 141			298 141
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 759 769		8 656 103	5 217 303	37 194	28 161 374	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	10					10
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	210		20			230
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	220		20			240
TOTAL		25 616 898		8 668 333	5 217 303	37 194	29 030 734

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	581 617	6 779		588 396
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	581 617	6 779		588 396
CORPORELLES	Terrains	7 408			7 408
	Constructions sur sol propre	3 303 448	102 825		3 406 273
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	292 085	3 126		295 210
	Instal technique, matériel outillage industriels	9 865 518	527 233		10 392 751
	Autres instal., agencement, aménagement divers	721 896	25 227		747 122
	Matériel de transport	129 844	46 531	37 194	139 181
	Matériel de bureau, mobilier	1 946 697	129 155		2 075 852
	Emballages récupérables et divers	8 141			8 141
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 275 035	834 096	37 194	17 071 938
TOTAL		16 856 652	840 875	37 194	17 660 333

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	690 108		40 620	649 488
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	138 514	199 100	35 271	302 343
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	828 622	199 100	75 891	951 831
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	14 624	35 511	409	49 726
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	14 624	35 511	409	49 726
	TOTAL GENERAL	843 246	234 611	76 300	1 001 557
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			47 502	409	
			187 100	75 891	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	230		230
	Clients, usagers douteux ou litigieux	29 416	29 416	
	Autres créances clients, usagers	5 941 430	5 941 430	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	15 275	15 275	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 022	3 022	
	Impôts sur les bénéfices	20 413	20 413	
	Taxes sur la valeur ajoutée	661 543	661 543	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 111 076	1 111 076	
	Charges constatées d'avance	139 211	139 211	
	TOTAL DES CREANCES	7 921 617	7 921 387	230
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	132 236	132 236		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 106 960	152 465	596 753	357 743
	Emprunts et dettes financières divers	42 250		42 250	
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 397 205	5 397 205		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	416 836	416 836		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	428 501	428 501		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	411 933	411 933		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	33 320	33 320		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	495 125	495 125		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 085 640	1 085 640		
	TOTAL DES DETTES	9 550 006	8 553 260	639 003	357 743
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	151 783			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Observations

Achetés avec protection juridique
Eléments acquis du fonds de commerce
Fonds commerciaux réévalués
Fonds commerciaux reçus en apport

262 215

Fonds civil acquis avec effet au 01/01/2021

TOTAL

262 215

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		2 116 859
Autres créances clients		1 073 431
ADHE.PROD.NON ENCORE FACT.	780 967	
CLIENTS INTERCO FACT.A ETABLIR	292 464	
Autres créances		1 043 428
RRR A OBT.AVR.A RECEVOIR	3 474	
AVOIRS A RECEVOIR INTERCO	2 143	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	979 549	
INTERETS COURUS SUR CAT	58 262	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		4 351 991
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 712 161
<i>FOURN.FACT.NON PARVENUES</i>	<i>1 302 455</i>	
<i>FOURNISSEURS-FNP INTERCO</i>	<i>2 409 706</i>	
Dettes fiscales et sociales		607 868
<i>DETTES PROV.POUR CONGES</i>	<i>327 798</i>	
<i>ISPA-E ET C DETTES PROV.POUR CET</i>	<i>48 913</i>	
<i>PERSONNEL CHGES.A PAYER</i>	<i>37 377</i>	
<i>CHARGES SOC.SUR CONGES A PAYER</i>	<i>143 674</i>	
<i>ORG.SOCIAUX CHGES.A PAYER</i>	<i>40 652</i>	
<i>TAXE APPRENTISSAGE</i>	<i>3 454</i>	
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>6 000</i>	
Autres dettes		31 962
<i>DIVERS CHARGES A PAYER</i>	<i>31 962</i>	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION

139 211

1 085 640

Charges et Produits FINANCIERS

Charges et Produits EXCEPTIONNELS

TOTAL**139 211****1 085 640**

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	3 118 533				3 118 533
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	3 799 558	(6 410)			3 793 147
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(6 410)	6 410		413 318	(413 318)
Situation nette	6 911 680			413 318	6 498 362
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	6 009 395		3 243 966	591 176	8 662 186
Provisions réglementées					
TOTAL	12 921 076		3 243 966	1 004 494	15 160 548

Le montant indiqué en colonne "Diminution ou consommation" pour un total de 591.176 euros comporte, outre la reprise de subventions pour un total de 531.314 euros liée aux amortissements constatés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, un montant de 59.862 euros.

Ce montant a été constaté en "Produits sur exercices antérieurs" s'agissant de la régularisation d'une subvention qui n'avait pas été appréhendée correctement au titre des exercices antérieurs.

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2023
Emprunt	Privilège de prêteur de deniers	BECM	470 000	335 389
Emprunt	Hypothèque de 1er rang	Crédit Agricole Normandie	900 000	691 572
		TOTAL	1 370 000	1 026 960

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		770 973
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		161 952
PROD.EXCEP.S/OP.GESTION	13 185	
PROD.EXPL.S/EX.ANTERIEUR	148 766	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		533 131
P.D.T.S. CESSION IMMO. CORP.	1 817	
SUBV. INV. VIREES RESULTAT	303 949	
QP SUBV CDC PIA AEROCAMPUS	23	
QP SUBV OPCO 2i PIA AEROCAMPUS	23	
QP SUBV. PLASTICAMPUS	11 232	
QP SUBV. DEP. ORNE BAT 2 ET 3	27	
QP SUBV. CUA BAT 2 ET 3	27	
QP SUBV. OPCO2i BAT 2 ET 3	28	
QP. SUBV CRN BAT.4 ALENCON	315	
QP SUBV. CUA BAT 4	27	
QP SUBV. OPCO2i BAT 4	53	
QP SUBV. CDC DEFFINUM ACTION 1	1 206	
QP SUBV. CDC DEFFINUM ACTION 2	4 929	
QP SUBV. CDC DEFFINUM ACTION 3	2 270	
QP TA AFF. AMORT.	478	
QP SUBV. OPCO 2i	4 609	
QP SUBV. CDC PIA ACT 6/3	2 721	
QP SUBV. OPCO 2i 1ERE VAGUE 20 (2021)	10 978	
QP SUBV. OPCO 2i PHASE 3 (2021)	25 860	
QP SUBV. OPCO 2i 3EME VAGUE 20 (2021)	29 344	
QP SUBV. OPCO 2i 1ERE VAGUE 21 (2021)	21 706	
QP SUBV. VAGUE 2 2021	55 559	
QP SUBV. 1ère VAGUE 2022	9 303	
QP SUBV. OPCO 2i 1ERE VAGUE 2020	32 247	
QP SUBV. OPCO 2i 2023	6 398	
QP SUBV. REGION 2021	8 000	
Reprises sur provisions et transferts de charges		75 891
REPR. PROV. SUR SUBVENTIONS	35 271	
REPR. PROV. RETRAITE	40 620	
Total des charges exceptionnelles		278 877
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		91 777
CHGES EXCEP.S/OP.GESTION	12	
CHGES EXPL.S/EX.ANTERIEUR	91 765	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		187 100
DOT. PROV EXCEPT. LITIGE	187 100	
Résultat exceptionnel		492 096

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Avantages en nature	22 477
Divers	45 445
Remboursement dans le cadre de la prévoyance	44 286
Remboursement assurance	40 200
TOTAL	152 408